

EMLOG

EXPLIQUE MOI LA GÉOPO



2023 EN ACTUS



2,99€

SOMMAIRE

JANVIER - MARS (P.4)

- Bouleversement au sein du gouvernement vietnamien
- Les un an de la Guerre en Ukraine, où en est-on ?

REVUE DE PRESSE (P.6)

La montée de l'extrême droite en Europe, qu'en disent les médias ?

AVRIL - JUIN (P.8)

- Erdogan renouvelle son mandat à la tête de la Turquie
- Rébellion du groupe Wagner et mort de Prigojine

OCTOBRE - DECEMBRE (P.15)

- Israël-Palestine : le chaos du 7 octobre
- La Corée du Nord déploie son premier satellite
- COP28 : 2023 année la plus chaude

INFO-INFOX (P.10)

Quand l'IA rhabille le Pape

FOCUS PHOTO (P.11)

Le Soudan en proie à la guerre

JUILLET - SEPTEMBRE (P.12)

- Controverse sur l'invitation du Premier ministre indien au défilé du 14 juillet
- Des nouveaux membres chez les BRICS
- Haut-Karabakh : la reprise du conflit

NECROLOGIE (P.18)

Ces personnalités de la géopolitique qui nous ont quitté en 2023





Flavie Roussel

Chers lecteurs,

Cette année 2023 a été riche en actualité géopolitique, et grâce aux reporters de guerre nous avons pu suivre les différents conflits à travers le monde. Aujourd'hui, la rédaction d'EMLG veut mettre à l'honneur ces journalistes du monde entier qui relaient les informations, parfois en payant le prix de leur vie. Car oui, lors d'une guerre, la manipulation de l'information est un enjeu et les journalistes deviennent des cibles. Selon Reporter sans frontières, 45 journalistes et professionnels des médias sont morts, dont 56 à Gaza. Cela démontre l'importance de cette profession. Sans correspondant de guerre en Ukraine, impossible d'avoir des images du front. Et pouvoir envoyer nos propres reporters, c'est s'assurer d'avoir une information la plus proche possible de la réalité.

Qu'ils soient aux côtés des civils, pour montrer leur quotidien en temps de guerre, ou sur le front, pour retranscrire les avancées du conflit, ils risquent leur vie. Le 9 mai 2023, le journaliste franco-bosnien Arman Soldin est mort sur le front ukrainien, près de Bakhmout. Il couvrait alors la guerre pour l'AFP. Il fut le 3e journaliste français à perdre la vie en Ukraine. Le métier de reporter de guerre est donc un métier honorable qui mérite plus de reconnaissance.



**Tu veux en savoir plus sur les actus de 2023 ou répondre à notre quizz ?
Flash ce QR Code !**

Rédaction

47 r Serg Michel Berthet,
69009 Lyon
Tél : 06 7577 32 62
Questions à la rédaction :
antonin.rollion@iscpalyon.net

Directeur de publication

Patrick Girard

Rédacteur en chef

Flavie Roussel

Rédacteur en chef pôle réseaux sociaux

Joris Rollier

Secrétaires de rédaction

Rébecca Sannino et Lila Rollet

Maquettistes

Marny Poyet et Antonin Rollion

Rédacteurs Janvier-Décembre

Joris Rollier, Timothée Thomas-Collignon, Alicia Tournier, Arno Souadia, Manon Prunier, Sacha Rannou, Lila Rollet, Antonin Rollion, Flavie Roussel, Cléo vignat et Antonin Rollion

Revue de Presse

Cléo Vignat et Timothée Thomas-Collignon

Fake News

Alexandre Pérou

Focus Photo

Arno Souadia

Nécrologie

Rébecca Sannino



Timothée



Lila



Alexandre



Marny



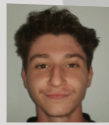
Flavie



Rébecca



Joris



Arno



Antonin



Manon



Cléo



Sacha



@expliquemoilagepopo



@EMLGbyISCPA

Crédit Une : wallpaperfalre.com

Le président vietnamien Nguyen Xuan Phuc démis de ses fonctions

Les départs inédits au sommet de l'État vietnamien traduisent une montée en puissance de l'influence des lobbys pharmaceutiques au sein des partis politiques.

Admiré pour sa gestion de la pandémie du Covid-19 au Vietnam, l'ancien Premier ministre (2016-2021) et désormais ex-président, Nguyen Xuan Phuc a été rattrapé par le scandale de « la bombe Viet A ». L'ancien président, a été accusé de faire des profits mirobolants en se servant des premiers tests Covid mis au point par la société vietnamienne Viet A. Ces premiers tests auraient été sur-facturés aux centres médicaux, avec la complicité des bureaucrates, moyennant les versements de sommes conséquentes.



© AFP

Depuis le début de l'enquête en 2021, une centaine de personnalités ont été arrêtées et limogées, dont le ministre de la Santé, Pham Binh Minh. La démission de Nguyen Xuan Phuc, approuvée le 18 janvier dernier lors d'une session extraordinaire de l'Assemblée nationale, « traduit ses responsabilités de Premier ministre et celles de nombreux autres cadres du gouvernement », selon le communi-

qué officiel de cette décision. Son vice-président, Pham Minh Chinh, a assuré l'intérim jusqu'à l'élection en mars de Vo Van Thuong. Bien que Phuc n'ait pas été poursuivi à ce stade, sa nièce et une femme d'affaires proche de son épouse, actionnaires de Viet A, font partie des personnes mises en examen.

La mise au banc du président Nguyen démontre la volonté du Parti communiste vietnamien (PCV) d'agir sévèrement contre la corruption. Cette action s'inscrit dans la campagne lancée par le secrétaire général du PCV, Nguyen Phu Trong, depuis 2016, visant à promouvoir la moralité des cadres politiques

Joris Rollier

Guerre en Ukraine : l'anniversaire d'un conflit qui dure

24 février 2022. Les forces militaires russes lancent une « opération éclair » en Ukraine pour « dénazifier le pays », selon le président russe Vladimir Poutine. Une nouvelle étape majeure dans ce conflit, en gestation depuis 2014, date de l'annexion de la Crimée par la Russie. Un an après le début de l'invasion, le bilan est dramatique.

Des dizaines de milliers de crimes de guerre, des frappes délibérées sur des infrastructures civiles entraînant pénuries d'eau, d'électricité et de chauffage, des expulsions massives... Les civils ukrainiens résistent aux attaques russes constantes depuis près d'un an. L'armée russe poursuit son offensive. Les pertes, militaires ou civiles, sont lourdes. Selon l'État-major de l'armée ukrainienne, entre le 24 février 2022 et le 15 février 2023, 100 000 seraient morts durant les combats, contre 180 000 côté russe. Le bilan réel (civil et militaire) ne sera sûrement connu qu'à la fin du conflit.



100 000 soldats ukrainiens sont morts au combat en un an © AFP

Plusieurs années seront nécessaires pour un décompte complet, si une résolution favorable à Kiev permet de communiquer sur les pertes des régions occupées.

Bien qu'elle compte moins d'hommes, l'armée ukrainienne ne faiblit pas. Elle compte sur le soutien militaire déterminant de l'OTAN, notamment des États-Unis. En effet, ils lui apportent un avantage non négligeable grâce à

la fourniture d'un matériel de guerre avancé, face à des équipements russes datant de la Guerre Froide. Les troupes de Moscou occupent actuellement quelques 18 % de l'Ukraine. Mais selon le général Zaloujny, Commandant en chef des forces armées ukrainiennes, Kiev aurait repris 40 % des territoires occupés après l'invasion du 24 février.

Timothée Thomas-Collignon

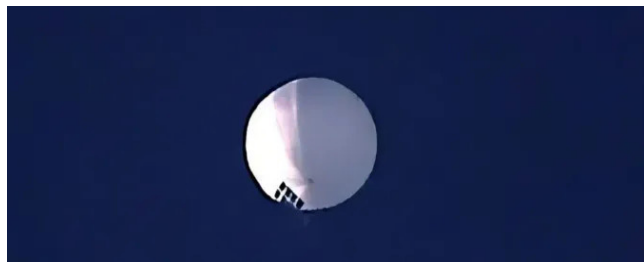
Japon-Philippines : nouveau partenariat en matière de défense

Le 29 février le Secrétaire de la Défense philippin Voltaire T. Gazmin et l'Ambassadeur japonais aux Philippines Kazuhide Ishikawa signaient un accord historique sur le transfert d'équipements et de technologies de défense. Pour le Japon, ce pacte ouvre de nouveaux marchés. De leur côté, les Philippines bénéficient du renforcement de leur armée, avec un premier transfert comprenant des avions TC-90 pour la surveillance maritime. Manille, capitale philippine, accroît ainsi ses capacités pour surveiller les croissantes incursions chinoises dans la mer de Chine méridionale et sa zone économique exclusive.

Timothée Thomas-Collignon



L'affaire du « ballon chinois » refroidit les relations sino-américaines



Le ballon chinois a été détruit par un missile américain tiré par un avion de chasse. © AFP

Un étrange ballon chinois, qui planait au-dessus de la Caroline du Sud, a été abattu le 4 février dernier par l'armée américaine, en réponse à une «violation inacceptable» de la souveraineté territoriale. Un incident diplomatique majeur qui a compromis un rapprochement des deux États.

Suite à cet événement, le voyage du secrétaire d'État Anthony Blinken à Pékin a été reporté. Il devait s'y rendre la semaine suivant la destruction de ce ballon. Cela aurait été la première visite officielle en Chine d'un haut responsable américain en cinq ans. Washington a déclaré que cette visite serait reportée à un moment plus approprié. La Chine a tenté de minimiser l'incident en présentant le ballon comme un instrument d'études météorologiques dérivé de sa zone d'observation prévue. Cette explication n'a pas réussi à apaiser la tension avec les États-Unis. Néanmoins, cela a permis de mettre en évidence un vide juridique international concernant la réglementation de la zone aérienne entre 20 et 100 kilomètres d'altitude, où ces ballons peuvent opérer sans contraintes.

Timothée Thomas-Collignon

Taiwan perd encore un allié

Suite à l'annonce de la présidente du Honduras, Xiomara Castro, le 14 mars 2023, d'entamer des relations officielles avec la Chine, Taïwan a rappelé son ambassadeur. C'est pour intégrer les Nouvelles routes de la soie de Xi Jinping que la présidente du Honduras a pris cette décision. Cela peut s'apparenter à un chantage de la part de la Chine. Le pays impose comme condition à ses partenaires dans le projet des routes, de ne plus avoir d'échange avec l'île qu'il considère comme une province de son territoire.

Alors que seulement 13 pays reconnaissent Taïwan aujourd'hui (ils étaient 68 en 1971, date de l'entrée de la Chine communiste à l'ONU), l'avenir de l'île est menacé. Les élections présidentielles qui se

tiendront en janvier 2024 sont décisives. Selon les sondages actuels, le candidat et ancien président Ma Ying-Jeou est favori. Il prône un apaisement des relations avec Pékin, et avait d'ailleurs été le seul président taiwanais à rendre une visite officielle à Xi Jinping en 2015. Il avait été question d'établir des tunnels sous l'océan afin de relier leurs deux terres pour faciliter les échanges. Tandis que

l'intégrité territoriale de l'île est constamment menacée par des navires chinois traversant ses eaux, l'arrivée au pouvoir d'un président pro-Chine pourrait signifier la fin de l'indépendance du pays.

Rebecca Sannino

Comment un pays existe ?

Selon le droit international, un pays doit remplir trois conditions : avoir une population, un gouvernement, un territoire. Mais ne pas être reconnu par d'autres États, ses homologues sur la scène internationale, est plus qu'handicapant. Un pays non reconnu ne peut pas mener de relation diplomatique, ou commercer. Le cas de Taïwan est particulier : par des accords informels d'aide militaire ou d'échanges commerciaux, des pays comme les États-Unis ou des États de l'Union européenne continuent d'entretenir des relations avec Taïpei, sans toutefois reconnaître son existence en tant qu'État.

REVUE DE PRESSE

L'extrême percée

Inflation, immigration et sentiment d'insécurité, les différents partis d'extrême droite profitent de la colère populaire pour se glisser au pouvoir. En 2023, ce bord politique autrefois très controversé, a continué son ascension. La presse, traditionnellement ancrée à gauche, aborde cette tendance.

On la pensait cantonnée à des percées çà et là, pourtant, l'extrême droite donne tort aux prédictions. En Hongrie, Italie, Pologne, ou en Slovaquie, l'extrême droite est au pouvoir et "affiche ses idées sans retenue", commente France Info. En Allemagne, aux Pays-Bas et en France, elle s'en rapproche.

L'élection de Giorgia Meloni en Italie l'an dernier a fait jaser jusqu'aux États-Unis. **Le New York Times** affirmait que "l'Italie tourne une page de l'histoire européenne" alors que "des héritages nazis ou fascistes remportent des élections à travers l'Europe." Éluë en 2022, elle ouvrait le pas à une année 2023 propice aux partis d'extrême droite. À l'Est, en Slovaquie, le retour de l'ancien premier ministre Robert Fico au pouvoir a suscité l'indignation des médias. Candidat du Smer-SD, ancien parti social-démocrate désormais au fort accent nationaliste, Robert Fico a remporté 23% des suffrages devenant ainsi le chef du gouvernement au détriment du parti libéral Progresívne Slovensko, Slovaquie progressiste. Le quotidien **Dennik K** avançait au lendemain de son élection : "La Slovaquie démocratique a perdu. Fico a gagné après 12 ans de régime criminel. Il

a réussi à convaincre la plupart des électeurs que sa vision de la Slovaquie est meilleure que toute autre". L'AFD, Alternative für Deutschland, parti classé à l'extrême droite de l'échiquier politique allemand, grimpe dans les sondages depuis sa création en 2013. L'hebdomadaire germanique **Der Spiegel**, de gauche, s'est penché sur ce parti et a vivement critiqué l'acceptation de ce dernier par une grande partie de la population. "Le parti a réussi à faire entrer dans le débat public

des propositions jusque-là indécibles. Certaines valeurs autrefois positives, comme la moralité ou l'amour de son prochain, sont aujourd'hui dépréciées. À cause de l'AFD, les 'bonnes âmes' sont désormais considérées comme des idéologues naïfs", commentait le journal de Hambourg.

En France, le Rassemblement National, présidé par Jordan Bardella et représenté par Marine Le Pen, continue de se rapprocher du pouvoir. Selon une étude Ve-

Les figures de l'extrême droite en Europe

- **Hongrie** : Viktor Orban, Premier ministre depuis 2010
- **Italie** : Giorgia Meloni, Première ministre depuis 2022
- **Slovaquie** : Robert Fico, Premier ministre depuis octobre 2022, mais également entre 2006 et 2010 et de 2012 à 2018, connu pour ses positions autocratiques
- **Finlande** : Petteri Orpo, premier ministre depuis juin 2023, à la tête d'un gouvernement comprenant des ministres d'extrême droite
- **France** : Marine Le Pen, Présidente du groupe Rassemblement national à l'Assemblée nationale, 2e des élections présidentielles en 2017 (34%) et 2022 (41%).
- **Suède** : Jimmie Åkesson, chef du parti des Démocrates, parti nationaliste aux origines néonazis, deuxième groupe à l'Assemblée
- **Allemagne** : L'Afd, second parti le plus populaire d'Allemagne
- **Pays-Bas** : Geert Wilders, chef du PVV Parti pour la liberté, nationaliste, anti-islam, ultra-libéral

ration

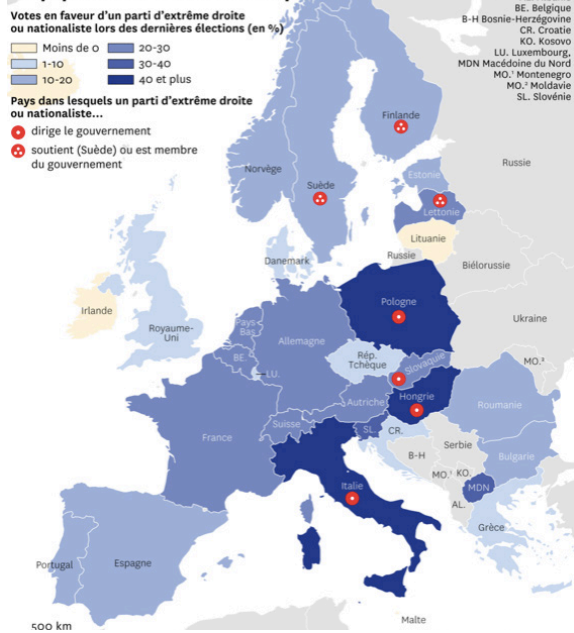
republica

rian-Epoka parue le 8 décembre, pour Le Monde et Franceinfo, 45% des Français considèrent que le Rassemblement National n'est pas un danger pour la démocratie. 43 % considèrent le RN en capacité de participer à un gouvernement. Soit trois points de plus que fin 2022, 15 points par rapport à 2018. Un sondage largement commenté par les médias, comme **L'Humanité**, qui s'en inquiète en écrivant que "les études qui se succèdent concernant le RN sont alarmantes". Des chiffres qui ne sont pas à "prendre à la légère" selon **Valeurs Actuelles**, média de droite, qui commente que "la dédramatisation du RN depuis plusieurs années fonctionne".

Un contexte propice

Selon **The Economist**, "Près des quatre cinquièmes de la population de l'UE vivent désormais dans des pays où l'extrême droite séduit au moins un cinquième de l'électorat.". Comment expliquer cette ascension ? En février 2022, Sylvain Fort évoquait dans **L'Express** l'impact de la guerre en Ukraine qui "a réveillé de vieux démons" : les nationalismes. "La Seconde Guerre mondiale a liquidé un concept pourtant très en vogue dans les décennies qui la précédèrent : le nationalisme. L'hystérie pangermanique de Hitler, son rêve de Reich millénaire ont achevé de révéler et discréditer les démons que porte en elle cette notion de nationalisme. Dans plusieurs pays d'Europe renaît (...) le sentiment vif des frontières, la préoccupation permanente de s'armer ou se

Les populismes de droite en Europe



réarmer, la méfiance à l'égard du voisin." Le magazine français **Philosophie** rappelait la définition du terme nationalisme de Georges Orwell, auteur de sa célèbre dystopie 1984: "Le nationaliste voue un culte absolu à sa nation, dont les intérêts priment [sur] toute considération morale. Seul importe le développement de la puissance de la nation, au détriment des autres [nations]." En s'appuyant sur la colère, le sentiment d'appauvrissement et la difficulté des gouvernements en place à stopper l'inflation, l'extrême droite remet au goût du jour des politiques isolationnistes. Son électorat, composé en majorité de classes populaires, moins diplômées, est, selon le magazine **Pour L'Éco**, séduit par les discours populistes qui "s'articulent autour de la défiance envers les immigrés et les minorités, la défense de l'autorité et l'affirmation d'une coupure radicale entre le « peuple », paré de toutes les vertus, et les « élites » forcément corrompues." La xénophobie, la peur de l'autre, sont des terrains que

cultivent les partis d'ultra droite. Pour le journal Allemand **Der Standard**, les attentats qui ont meurtri la décennie, les slogans anti français en Afrique, la fracture toujours plus abyssale entre banlieues et villes sont "autant de phénomènes qui donnent actuellement aux Français le sentiment d'être aux prises avec un ennemi invisible et d'avoir une véritable épée de Damoclès au-dessus de la tête." Un sentiment qui fait le jeu de l'extrême droite, en France, et ailleurs sur le Vieux Continent. Aux Pays-Bas, le chef du PVV (Parti pour la liberté) Geert Wilders, a remporté la majorité à la seconde chambre du pays, équivalent de l'Assemblée Nationale française. Il est connu pour ses discours islamophobes, xénophobes, anti-immigrants, mais aussi anti-européens. Depuis le terrible bilan Brexit, peu de dirigeants le sont ouvertement.

Selon **Challenges** : "L'extrême droite s'est trouvé de nouveaux thèmes pour attiser les colères. Notamment les politiques climatiques, qu'elle dénonce comme des manœuvres élitistes qui desservent les plus pauvres. L'AFD s'est ainsi opposée à un projet de loi obligeant chaque foyer à se doter d'une coûteuse pompe à chaleur."

Cléo Vignat
 Timothée Thomas-Collignon



the Economist

The EU problem no one talks about
Huawei's peace offering
What next...

Il Papa agli in
"Imploro pen
per le violenze

Ac
Pe

Joe Biden en visite en Irlande du Nord, retourne à ses origines pour retourner aux urnes en 2024

Joe Biden s'est rendu le 11 avril dernier en Irlande du Nord. Cette visite avait pour but de commémorer les 25 ans de la signature de l'accord du Vendredi Saint entre l'Angleterre et l'Irlande du Nord, qui mit fin à trente ans de violences. Accueilli par le Premier ministre britannique Rishi Sunak, le président américain a souligné son engagement pour le processus de paix, dans une région marquée par les décennies de violences appelées les « Troubles » entre 1960 et 1998 (date de signature du traité). Cette visite est intervenue à un moment délicat, avec des désaccords post-Brexit paralysant les institutions irlandaises depuis un an. Cette tournée irlandaise avait aussi des enjeux politiques en Amérique. En prévision des élections présidentielles de 2024, elle semblait être un moyen pour Joe Biden de séduire les électeurs aspirant au rêve américain. Sa famille avait elle-même émigré au XIXe siècle, quittant une Irlande dévastée par la famine pour finalement s'établir en Pennsylvanie.

Alicia Tournier

Transition énergétique : les prix de l'énergie en Europe s'envolent

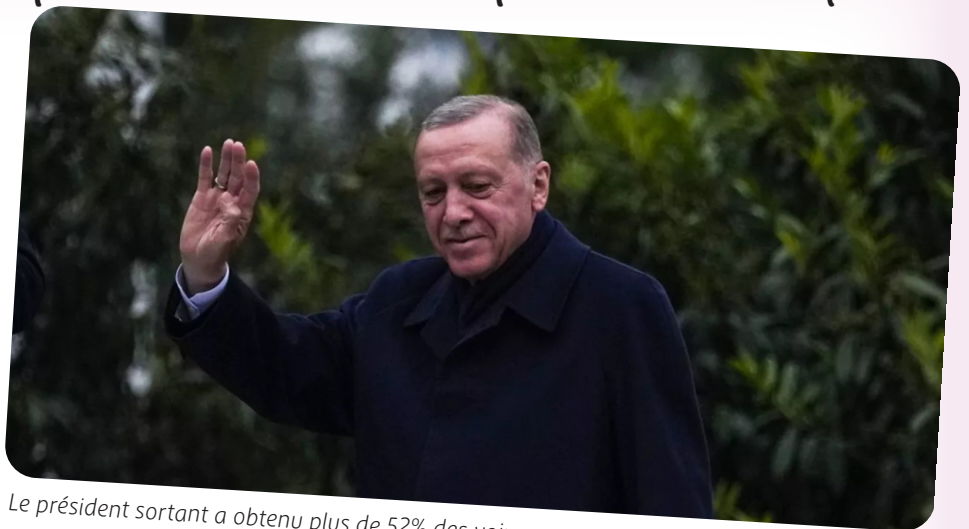
L'augmentation des coûts énergétiques en France et en Europe alimente l'inflation et suscite des inquiétudes quant à la viabilité du niveau de vie et du modèle social. La transition vers des énergies plus propres, au cœur du Pacte vert de l'UE, renforce la dépendance à des sources plus coûteuses, notamment l'électricité. Le rejet du gaz russe pousse l'Europe à s'approvisionner en gaz plus cher, entraînant une hausse des prix de l'électricité. En perdant son avantage compétitif avec l'énergie nucléaire abordable, la France doit importer à des tarifs élevés pour combler le déficit, impactant les ménages et les entreprises. Bien que le prix du pétrole soit stable, les taxes maintiennent les prix des carburants élevés, générant des préoccupations sociales. Une initiative régionale des pays qui bordent la Manche vise à exploiter l'éolien en mer du Nord pour ériger une « centrale énergétique verte ». Les pays côtiers édifient des îles artificielles pour stocker et distribuer cette énergie. Cette initiative reflète les efforts déployés vers des solutions énergétiques durables, face aux défis croissants de l'approvisionnement énergétique en Europe.

Arno Souadia

Recep Tavyip Erdogan remporte un troisième mandat présidentiel en Turquie

Le 28 mai 2023, les résultats du second tour des élections turques sont tombés. Erdogan, président depuis 2014, a été réélu pour un troisième mandat.

Le président sortant, Recep Tayyip Erdogan a recueilli 52,14 % des voix de ses électeurs. C'est 5% de plus que son adversaire, Kemal Kiliçdaroglu, avec 47,86 %, selon la commission électorale. Malgré une coalition de six partis, il n'a pas réussi à convaincre suffisamment d'électeurs. Contrairement à Erdogan, qui a montré à la scène internationale qu'il s'était bien implanté au sein du gouvernement turc, depuis maintenant deux décennies. Comment expliquer sa réélection ? Les électeurs turcs, malgré les défis économiques et sociaux, ont choisi la stabilité. Cela prouve également la popularité continue d'Erdogan. Néanmoins, il est important de rappeler que cette popularité ne fait pas l'unanimité. Ce président est souvent qualifié de manipulateur et de dictateur par de nombreux turcs, certains contraints de fuir leur pays. En février 2023 le SEM (Secrétariat d'État aux migrations) a publié une étude démontrant que le



Le président sortant a obtenu plus de 52% des voix au second tour © Francisco Seco/AP/SIPA

nombre de demandeurs d'asile turcs a doublé en une année, entre 2021 et 2022. Les experts ont expliqué que la cause de cette augmentation est la répression croissante du régime de Recep Tayyip Erdogan.

Un regard international : La réélection d'Erdogan a suscité des réactions partout dans le monde, avec des félicitations de chefs d'États tels que Vladimir Poutine ou Emmanuel Macron.

Sur la scène géopolitique, cette victoire souligne la position stratégique d'Erdogan en tant que joueur influent, notamment dans les relations avec la Russie et l'Union européenne. D'une part, la Russie est le premier partenaire énergétique de la Turquie. D'autre part, l'Union Européenne est son principal partenaire commercial et représente une part importante du commerce extérieur turc.

Manon Prunier

Juin

Couronnement du roi Charles III



Le roi Charles III et la reine Camilla saluent la foule au balcon de Buckingham, le 6 mai 2023. © Maxppp - Neil Hall/EPA

Le 6 mai, le couronnement du roi Charles III à l'abbaye de Westminster à Londres était une journée historique. Après une procession soigneusement orchestrée depuis Buckingham, le roi a prêté serment, posé sa main sur la

Bible et reçu les attributs royaux, dont la robe, l'orbe, les sceptres et la couronne. La cérémonie, d'une durée de deux heures, a été caractérisée par son protocole strict, bien que le couple royal ait ajouté des touches personnelles. Cela faisait 70 ans que le pays n'avait pas assisté à un tel événement. De nombreuses familles royales d'Europe, des chefs d'État ou encore des ambassadeurs ont été invités. Joe Biden a décliné l'invitation car aucun président américain n'a jamais assisté à un couronnement britannique. Il a cependant rendu une visite officielle au roi quelques semaines après. Quant à Vladimir Poutine, il n'a pas été convié en raison de l'invasion qu'il mène en Ukraine. Il s'agissait d'un événement d'État, la liste avait donc été élaborée conjointement par Buckingham palace et le gouvernement britannique. L'avis décisif du gouvernement en place rappelle une nouvelle fois que le roi ne tient pas un rôle politique important en Grande-Bretagne.

Manon Prunier



Une rébellion fatale

23 juin : le groupe paramilitaire russe Wagner, dirigé par Evgueni Prigojine, entre en rébellion contre le gouvernement russe. Deux mois plus tard, il est retrouvé mort.

Dans l'Est de l'Ukraine, l'armée privée de **Wagner** joue un rôle central dans les combats pour la Russie. Ces mercenaires ont notamment pris d'assaut la ville de Bakhmout. Mais le 23 juin, Evgueni Prigojine se rebelle contre Moscou. Ses troupes prennent le contrôle de sites militaires russes au sud, avant de se diriger vers la capitale. Au bout de vingt-quatre heures, le président biélorusse Alexandre Loukachenko, allié de la Russie, négocie et met fin à leur avancée. Le Kremlin affirme que le président russe et le chef de Wagner ont conclu un accord. Bien que Poutine l'accuse d'avoir "trahi" la Russie, il échappe à la prison et part en Biélorussie.

Cette courte mais marquante rébellion est perçue comme une pression. D'après les experts, elle a exposé les faiblesses du régime de Poutine. En seulement une journée, ils ont réussi à s'emparer de sites militaires et à parcourir des centaines de kilomètres en direction de Moscou.



Durant la rébellion, les membres de Wagner ont pris le contrôle du QG militaire de Rostov. Et sont entrés dans les régions de Lipetsk et Voronej. © AFP/Roman Romokhov

Des relations tendues

Les raisons de la rébellion sont diverses. Depuis plusieurs mois, Prigojine critiquait la Russie pour ne pas avoir correctement équipé son armée privée, retardant ses troupes. Il a également exigé un contrat avec le ministère de la Défense. Cependant, cette révolte pourrait aussi être une réponse aux frappes présumées de l'armée russe sur ses camps, entraînant la perte de nombreux paramilitaires.

Mercredi 23 août, Evgueni Prigojine et son bras droit Dmitri Outkine, décèdent avec huit autres personnes dans un ac-

cident d'avion. L'engin s'est écrasé dans la région de Tver en Russie. Les Occidentaux évoquent les conséquences de la rébellion, mais aucune preuve n'a été fournie jusqu'à présent. Le Kremlin a nié toute implication dans l'incident, qualifiant ces allégations de spéculations.

Sacha Rannou

LEXIQUE

Wagner : armée composée d'hommes recrutés dans les prisons russes. Au service de Vladimir Poutine, ces unités ont combattu en Afrique, au Moyen-Orient et maintenant en Ukraine, tout en niant son implication.

LA FAKE NEWS EN 2023

Le pape s'offrirait-il un petit relooking ?

Mars 2023, une « photo » affole le web. Le pape François serait-il devenu tendance ? Vêtu d'une doudoune blanche de grande marque, crucifix argenté autour du cou, démarche assurée... Retour sur l'une des plus étonnantes (et inquiétantes) fake news de l'année.



Une image du pape François en doudoune blanche générée par le logiciel Midjourney. © TWITTER

En mars 2023, d'étonnantes images font le tour des réseaux sociaux. Parmi elles, une qui a fait réagir le monde entier. On y voit le pape François habillé d'une doudoune blanche Balenciaga à plusieurs milliers d'euros. De quoi étonner les internautes, pas toujours d'accord entre eux. Si certains décèlent immédiatement l'arnaque, d'autres sont complètement tombés dans le piège. En réalité, il ne s'agit pas d'un changement de style du souverain pontife, mais d'une image générée par Midjourney. Cette plateforme permet de créer une illustration totalement crédible à partir d'une demande écrite, grâce à l'intelligence artificielle. Elle fonctionne sur le même principe que Chat GPT. Voyant le succès mondial qu'à pris cette image, d'autres internautes ont décidé de créer leur propre photo modifiée du pape François, toujours avec Midjourney, lançant une véritable tendance Twitter. Cette dernière a piégé tellement

d'internautes que le réseau social a été contraint d'ajouter un message d'avertissement sous la publication originale : « Il s'agit d'une fausse image créée par l'IA Midjourney. »

L'IA, un danger pour l'information ?

En peu de temps, les logiciels se sont perfectionnés et sont désormais capables de répondre à des demandes poussées. Modification des voix, des visages, des contextes, certaines images produites ont atteint un niveau de réalisme sans précédent. De quoi susciter des interrogations et ouvrir le débat sur l'intelligence artificielle, car son utilisation entraîne inévitablement une augmentation massive des fakes news.

Comme avec le pape, les personnalités les plus influentes du monde sont placées dans de fausses situations, parfois très polémiques : Emmanuel Macron en gilet orange ramassant les déchets dans la rue, alors que les éboueurs se sont régulièrement mis en grève cette année pour demander des augmentations de salaire. Donald Trump, se battant avec la police en mars dernier pour échapper à une arrestation, alors que dans la

réalité, l'ancien président des Etats-Unis ne s'est jamais trouvé dans cette situation. Ou encore Angela Merkel et Barack Obama, dégustant une glace sur une plage, symbole d'une idylle américano-allemande. Ces images sont donc susceptibles d'attiser la haine ou de modifier la réalité des événements, et de tromper le lecteur.

Comment repérer les deepfake ?

Les manipulations et modifications d'images sont loin d'être un fait nouveau. Depuis toujours, des photos sont sorties de leur contexte, photoshoppées, des légendes sont trafiquées, ... Mais depuis quelques années, l'arrivée de l'intelligence artificielle rebat les cartes. Les images peuvent être créées à partir de rien.

Il est donc de plus en plus difficile de détecter les deepfake. Heureusement, ce n'est pas impossible. Il faut faire attention aux détails, car c'est là que se trouve le point faible des IA. Certaines ont encore du mal à reproduire des parties de l'anatomie humaine, notamment les mains. Sur l'image du pape, on remarque qu'elles ne sont pas nettes et que l'objet qu'il tient est de forme très étrange. Tout comme son crucifix et ses verres de ses lunettes qui semblent déformés.

Alexandre Pérou



Une image d'Emmanuel Macron ramassant les poubelles, générée par le logiciel Midjourney. © TWITTER

LEXIQUE

Deepfake : trucage réalisé grâce à l'intelligence artificielle.



FAKE NEWS!

UNE PHOTO MARQUANTE

Crise humanitaire au Soudan : Le Tchad au bord de la noyade



© RFI

En 2003, le Darfour, à l'ouest du Soudan, a été le théâtre d'une des périodes les plus sombres du Soudan, confronté à une instabilité persistante, des conflits meurtriers, et d'importants déplacements de population. Aujourd'hui, le conflit s'est étendu jusqu'à l'Est du pays. Cette fois, ce n'est pas dû à une haine raciale mais à une crise militaire. Depuis le 15 avril 2023, les forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide (FSR) s'affrontent, plongeant le pays dans une spirale de violence. Cela implique un déplacement massif de la population et empêche une paix durable dans cette région aux prises avec des conflits persistants et dévastateurs.

La population soudanaise fuit au Tchad, un pays frontalier à l'ouest du Soudan. Face à ce flux migratoire, le Premier ministre du Tchad, Saleh Kebzabo, s'est adressé à l'ONU en soulignant que « sans votre sollicitude, votre solidarité et votre élan de cœur, le Tchad ne pourra pas supporter le poids de cette crise ».

La situation est insoutenable pour le pays, nécessitant une réponse humanitaire d'urgence et une assistance internationale immédiate pour atténuer les souffrances des réfugiés et fournir des secours vitaux.

Selon les déclarations d'António Guterres, Secrétaire Général de l'ONU, « les hostilités se sont étendues à de nouvelles régions, telles que les États de Gezira, du Nil-Blanc et du Kordofan-Ouest, exposant davantage de civils et d'acteurs humanitaires ». Cette expansion des conflits, à l'est du pays, a entraîné une augmentation supplémentaire du nombre de déplacés. Le pays se retrouve dans une situation de « calamité humanitaire », presque ingérable pour les Nations Unies. En effet, ils n'ont pu prendre en charge que 21 % des migrants.

Cette crise humanitaire au Soudan, et ses répercussions régionales au Tchad, appellent à une action immédiate et coordonnée de la part

de la communauté internationale. Les appels pressants du gouvernement tchadien mettent en lumière l'urgence de cette situation et la nécessité d'une réponse humanitaire robuste et immédiate de la part de la communauté internationale. Depuis mi-avril, le conflit a déjà tué 12 000 personnes, dont au moins 4 000 au Darfour. Ce sont 20 millions de soudanais, soit 40% de la population du pays, qui sont menacés par cette crise. A cela, s'ajoute une épidémie de choléra et l'ONU estime que les deux tiers n'ont pas accès aux soins médicaux et que plus de 70% des établissements de santé dans les zones de conflits sont hors services.

Arno SOUADIA



Juillet

Une visite controversée du premier ministre Indien à Paris



Le président Français, Emmanuel Macron, recevant le premier ministre indien Modi ©ACH-MAD IBRAHIM/AFP

Pour le défilé du 14 juillet, le Premier ministre indien, Narendra Modi, a été invité à Paris. Cette rencontre avec le président français, Emmanuel Macron, avait pour but de renforcer le partenariat stratégique entre l'Inde et la France. Les discussions ont principalement porté sur la sécurité, l'espace, le nucléaire civil et la technologie.

Initié par Jacques Chirac en 1998, le partenariat stratégique franco-indien s'inscrit comme un bouclier face à l'expansion chinoise dans l'Indo-Pacifique. La France, souhaitant conserver son influence, renforce ses liens avec l'Inde, devenue un acteur majeur sur la scène internationale. Le gouvernement indien a donné son accord en juillet dernier pour l'achat de 26 avions de combat Rafale et trois sous-marins Scorpène. Cependant, cette visite historique n'a pas fait l'unanimité. Saluée par le président Macron comme une célébration du partenariat initié il y a vingt-cinq ans, elle a suscité de vives critiques au sein de la classe politique française.

Les préoccupations au sujet de l'Inde se multiplient à travers les démocraties occidentales, en raison de la politique répressive menée par le gouvernement de

Narendra Modi, notamment contre les minorités religieuses musulmanes. Des recommandations des Nations unies pour protéger les droits de l'homme ont été formulées, en réponse à la détérioration des libertés sous son gouvernement. Le Parlement européen a d'ailleurs condamné fermement toutes violations en Inde. L'invitation de Modi à un événement célébrant des valeurs de liberté et d'égalité a donc été vivement critiquée. Certains dénoncent l'honneur accordé à l'un des dirigeants les plus autoritaires d'Asie. Cette rencontre amène à se poser une question : jusqu'où doit se situer la limite de la **Realpolitik** pour un président français ?

Alicia Tournier



LEXIQUE

Realpolitik : Une approche politique qui se base sur des considérations pragmatiques plutôt que sur des principes idéologiques ou moraux. Elle met l'accent sur l'efficacité, le réalisme et les intérêts économiques ou géopolitiques, en évaluant les rapports de force pour prioriser l'intérêt national.

Barbie ravive les tensions en Mer de Chine

Le succès international du film Barbie, sorti en juillet dernier, ne lui a pas évité la censure. Un pays ne l'a notamment pas diffusé pour tenir tête à la Chine : le Vietnam. La raison : l'apparition, dans plusieurs scènes, de « la carte aux neuf pointillés » qui montre les revendications de Pékin sur la Mer de Chine méridionale. La souveraineté de ces eaux, situées entre le Vietnam, les Philippines et la Chine, est extrêmement contestée. En plus d'abriter des gisements de pétrole et de gaz, cette mer a l'une des routes commerciales maritimes la plus dense au monde. Ceux qui ont autorité sur cette zone étendront leur puissance économique. Pour Hanoï, accepter la diffusion des scènes se résumerait à confirmer la vision de Pékin, et reviendrait à admettre la perte totale du contrôle de la zone. Les Philippines ont, elles, diffusé le film, en floutant les pointillés sur la carte quand ils apparaissaient.

Antonin Rollion



Scène du film «Barbie» où la carte, contestée par le Vietnam, apparaît ©Warner Bros Pictures

Août

Coup d'État au Gabon : la fin d'une tradition politique

Le président Ali Bongo Ondimba a été renversé par un coup d'État dans la nuit du 29 au 30 août 2023. Le général Brice Clotaire Oligui Nguema, commandant en chef de la garde présidentielle, a été désigné chef de l'État.

Ali Bongo Ondimba venait d'être réélu pour un troisième mandat présidentiel consécutif, poursuivant la tradition des Bongo au pouvoir depuis plus de 55 ans. Quelques heures après l'annonce de sa victoire, des membres de la garde républicaine et des policiers annoncent un manque de transparence lors des élections, et un comportement du gouvernement en place qui ne respecte pas la démocratie du Gabon. Le général putschiste Brice Oligui Nguema déclare dans le même temps la réussite du coup d'État militaire et la formation d'un gouvernement de transition.

Dès 1960, les politiciens gabonais au pouvoir, dotent l'État de caractères autoritaires et anti-démocratiques. La situation politique s'accompagne d'une décomposition économique, depuis 1998. Le PIB par habitant a continuellement baissé en valeur constante (8 900



Le général Brice Oligui Nguema lors de son investiture le 4 septembre 2023 © Gabon24.tv

dollars en 1998, 6 600 en 2022).

Le Gabon a perdu le soutien de la France

La France a toujours entretenu des relations privilégiées avec le Gabon depuis son indépendance, le 17 août 1960. Plusieurs entreprises françaises y sont présentes, dans de nombreux secteurs, comme l'énergie, les transports et les biens de consommation courante. Mais

les choses ont changé dans les relations entre les deux pays. Comme la communauté internationale, la France a fermement condamné le coup d'État. La France maintient encore une base militaire, des intérêts économiques à travers des entreprises privées et des activités dans les secteurs pétrolier et miniers. Mais son influence économique a considérablement reculé au profit de la Chine devenue le premier partenaire

Lila Rollet

Sommet des BRICS : six nouveaux membres

Réunis à Johannesburg (Afrique du Sud) du 22 et 24 août pour leur quinzième sommet, les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ont choisi de s'élargir avec 6 nouveaux pays, 22 ans après leur création. En intégrant l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Iran, l'Égypte, l'Éthiopie et l'Argentine, le groupe passe ainsi de cinq à onze membres. C'est une victoire pour Pékin et Moscou qui plaident en faveur de cet élargissement face aux trois autres membres, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud. Ces trois derniers pays, craignaient que l'élargissement diminue leur influence au sein du groupe. Faire partie des BRICS, leur permet de peser davantage sur la scène internationale, et de chercher à former un contrepoids face à l'Occident. **Les pays émergents** peuvent désormais se tourner vers une institution autre que la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international (FMI) pour financer leur développement, ce qui leur donne une indépendance financière. À onze membres, ils atteignent 46 % de la population et 29 % du PIB mondial. L'adhésion des nouveaux pays prendra effet à compter du 1er janvier 2024.

Lila Rollet



Le président brésilien, Lula, le président chinois, Xi Jinping, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, le Premier ministre indien, Narendra Modi, et le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, pendant le Sommet des BRICS à Johannesburg, le 23 août 2023.

LEXIQUE

Les pays émergents : pays dont la situation économique est en voie de développement.

Septembre

Haut-Karabagh : Assaut décisif de l'Azerbaïdjan

Le 19 septembre dernier, l'Azerbaïdjan lance un assaut contre le Haut-Karabagh. En vingt-quatre heures seulement, les séparatistes arméniens annoncent déposer les armes. Les combats ont été brefs, mais il s'agit de l'un des plus vieux « conflits gelés » issus de la dislocation de l'empire soviétique.

Le Haut-Karabagh est une région montagneuse d'Azerbaïdjan située dans le Caucase du Sud. Elle compte près de 120 000 habitants, qui sont à 99 % d'origine et de langue arménienne, et de confession chrétienne. Or, l'Azerbaïdjan est un pays majoritairement musulman et turcophone. Cette différence ethnique et religieuse crée des tensions, avec d'un côté les Arméniens et Artsakhtsis et de l'autre, les Azerbaïdjanais. Les deux partis se disputent le territoire, principalement depuis la chute de l'empire soviétique. Les Arméniens revendiquent une présence millénaire dans la région, mais l'Azerbaïdjan fait également valoir des liens historiques profonds et anciens. Plusieurs guerres éclatent, comme en 1988, 2016 ou encore 2020, faisant des



La région du Haut-Karabagh, disputée entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, qui y exerce officiellement sa souveraineté. © FRANCEINFO

dizaines de milliers de morts.

En septembre dernier, quatre policiers azerbaïdjanais et deux civils sont tués par des mines sur le site d'un tunnel en construction entre Choucha et Fizouli, deux villes de la région sous contrôle Azerbaïdjanais. Immédiatement, les combats reprennent et l'Azerbaïdjan annonce avoir déclenché une opération « antiterroriste » dans le Haut-Karabagh. Les affrontements font état de 200 morts et 400 blessés arméniens, selon les séparatistes, et de deux morts côté Azerbaïdjanais. Rapidement, les sépa-

-ratistes **Artsakhtsis** acceptent de déposer les armes. Ces derniers proposent alors d'entamer des négociations en vue d'une potentielle réintégration du Haut-Karabagh à l'Azerbaïdjan. Un tournant historique, qui scelle la victoire d'Ilham Aliyev, le président de la République d'Azerbaïdjan, pour le contrôle de cette petite région du Caucase du Sud.

Alexandre Pérou



Séisme au Maroc, les relations franco-marocaines tremblent



Le président français Emmanuel Macron et le roi du Maroc Mohammed VI à Rabat, lors de l'inauguration du premier TGV d'Afrique, le 15 novembre 2018. ©

Le 8 septembre dernier, le Maroc a connu un séisme historique, faisant 2960 morts et 6 125 blessés. La France, qui avait immédiatement proposé son aide, avait essuyé un refus catégorique de la part du roi Mohammed VI. Ce dernier avait dans le même temps accueilli celle de l'Espagne, une alliée dans l'affaire qui oppose le Maroc à l'Algérie, au sujet du Sahara occidental. La France a, de son côté, toujours refusé de reconnaître ce territoire comme marocain, pour ne pas froisser Alger. Les tensions ont atteint leur apogée quand en février de cette année, l'ambassadeur marocain en France a été rappelé. Ce retrait faisait suite à une autre affaire : le Marocgate dans laquelle le Maroc est suspecté d'avoir corrompu certains élus européens. Les eurodéputés avaient d'ailleurs voté une résolution où ils déclaraient être « profondément préoccupés » par ces accusations. Malgré ces nombreux épisodes de tensions durant l'année 2023, une nouvelle ambassadrice marocaine a été nommée en octobre. Rabat affirme qu'il ne s'agit cependant pas d'un réchauffement des relations France-Maroc.

Flavie Roussel

Octobre

L'Inde reprend la délivrance de visas aux Canadiens

Le pays a annoncé le 25 octobre reprendre la délivrance des visas d'entrée standards, des visas d'affaires, médicaux, et de conférence aux citoyens canadiens. Mais il maintient les restrictions pour les visas de tourisme, d'étudiants et de journalistes. Quatre jours plus tôt, l'Inde annonçait ne plus traiter les demandes de visas canadiens à cause des déclarations du Premier ministre canadien, Justin Trudeau. Il affirmait, lundi 18 septembre disposer « d'éléments crédibles » selon lesquels des agents du renseignement indien seraient responsables du meurtre par balles en juin de Hardeep Singh Nijjar. Ce leader Shikh, avait fui l'Inde en 1997, et fut naturalisé Canadien en 2007. Il était accusé par l'Inde, et son gouvernement férocement nationaliste, d'être sympathique à la cause de ces séparatistes qui réclament la création d'un État indépendant Shikh.

Cléo Vignat



Justin Trudeau et Narendra Modi se sont entretenus brièvement en marge du Sommet du G20, à New Delhi, les 9 et 10 décembre. Le compte rendu de cet entretien fourni par le cabinet du dirigeant Indien précise qu'il s'est concentré sur les séparatistes Sikhs.

© Associated Press archives

Israël-Hamas : un conflit qui sème le chaos

Le 7 octobre 2023, un conflit majeur a explosé au proche orient, entre l'Israël et le Hamas. Cette guerre marque les esprits à cause des violences constantes.

A l'aube du 7 octobre, en plein Shabbat et au dernier jour des fêtes juives de Souccot, Israël est frappé par une pluie de roquettes en provenance de la bande de Gaza. Cette attaque du Hamas, a surpris les forces israéliennes qui ne l'avaient pas détecté. Des attaques terroristes dans des zones urbaines israéliennes telles que Ashkelon, Sderot et Ofaqim sèment la terreur. Les combattants du Hamas ont massacré et enlevé des civils, faisant plus de 1400 morts, victimes de balles, de brûlures ou de mutilations, selon les autorités israéliennes. Dans la même journée, les troupes israéliennes ont riposté en bombardant la bande de Gaza et se sont engagées dans des combats au sol. Même si les chiffres du nombre de victimes restent flous, la bande de Gaza a annoncé 17 700 morts samedi 11 décembre. Du côté Israélien, il n'y a pas de chiffres exacts, hormis ceux annoncés début novembre qui étaient de 1400 morts, le jour de l'attaque. Cette guerre a fait plus de



Deux femmes s'étreignent sur le site du festival Tribe of Nova, près du kibboutz de Re'im, dans le sud d'Israël, le 28 novembre 2023, au milieu de portraits des personnes tuées ou enlevées par les militants du Hamas le 7 octobre, lors de leur assaut sur le festival. © Ohad Zwigenberg, AP

morts en deux mois qu'en 15 ans de conflit.

De nombreux crimes de guerre

Cette guerre touche principalement les femmes et les enfants. Selon les rapports du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) sortis mi-novembre, ils représentent 70% des victimes. Ce nombre s'explique par le non-respect des règles de la guerre par les deux opposants, notamment les bombardements sur les civils perpétrés des deux côtés. Depuis début décembre, des té-

moignages poignants de femmes défilent sur les réseaux et dans les médias pour dénoncer les violences sexuelles commises par les combattants du Hamas. Le silence des organisations de défense des droits des femmes suscite des critiques et soulève des interrogations sur leur protection en temps de guerre. Ce n'est pas la première fois que les violences sexuelles sont utilisées comme arme en temps de guerre. Ces pratiques barbares serviraient à terroriser le camp adverse en menaçant même les futures générations.

Manon Prunier

Novembre

L'aide à l'Ukraine en déclin

Le soutien à l'Ukraine diminue progressivement en raison de l'élection de deux nouveaux opposants à la continuation de l'aide envers ce pays.

Après la Pologne en septembre, c'est au tour de la Slovaquie et des Pays-Bas de cesser la livraison d'armes à l'Ukraine. Ce 22 novembre, l'extrême droite a remporté les élections législatives aux Pays-Bas. Avant même d'avoir été élu, Geert Wilders à la tête du parti, a annoncé vouloir mettre fin à l'acheminement d'armes vers l'Ukraine. Le nouveau Premier ministre estime qu'il ne peut pas fournir ces armes, car elles seraient nécessaires pour son armée. Un mois plus tôt, c'est la Slovaquie qui a décidé d'arrêter son aide militaire à l'Ukraine, après la nomination de Robert Fico. À la tête d'un gouvernement associé à un parti d'extrême droite pro-russe, il a annulé un envoi d'armes

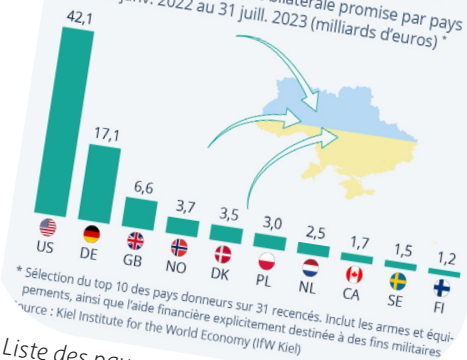
prévu par l'ancien exécutif et a affirmé qu'il ne soutiendrait pas de nouvelles sanctions contre la Russie. Selon lui, "l'UE devrait passer du statut de fournisseur d'armes à celui d'artisan de la paix". Sans les aides militaires, l'Ukraine n'a pas les moyens de résister et de reprendre l'avantage. Leur victoire dépend des livraisons d'armes occidentales.

L'Europe de l'Est en froid

Depuis le printemps, les pays d'Europe de l'Est sont en querelle autour du blé ukrainien. Certains pays ont limité les exportations pour protéger leurs marchés locaux. Mais fin octobre, la Commission européenne a mis fin à ces restrictions. La Pologne, la Hongrie et la Slovaquie ont alors exprimé leur volonté de maintenir l'embargo. Cette décision a provoqué la colère de l'Ukraine, qui a décidé de porter

Les pays qui envoient le plus d'aide militaire à l'Ukraine

Montant de l'aide militaire bilatérale promise par pays du 24 janv. 2022 au 31 juill. 2023 (milliards d'euros)*



Liste des pays ayant fourni le plus d'aide militaire à l'Ukraine entre janvier 2022 et juillet 2023 © Statista

plainte devant l'Organisation mondiale du Commerce (OMC). Ce différend survient alors que la Commission européenne progresse dans les discussions concernant l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne.

Sacha Rannou

La Corée du Nord déploie un nouveau satellite espion

Le 22 novembre, la Corée du Nord a déclaré avoir accompli avec succès le lancement de son tout premier satellite d'observation en orbite.

Présenté comme une stratégie de dissuasion face à son "ennemi" américain et ses alliés, ce satellite doit améliorer les capacités de collecte de renseignement de Pyongyang, capitale de la Corée du Nord. Mais ce tir a été condamné par la Corée du Sud, le Japon, les États-Unis et l'ONU. En effet, il s'est fait en violation des résolutions de l'ONU, qui interdisent à la Corée du Nord de se servir de technologies de missiles balistiques. Le gouvernement sud-coréen a même annoncé qu'il suspendait leur accord militaire conclu en 2018, qui devait prévenir les incidents armés le long de la frontière intercoréenne.

Malgré les avertissements et les sanctions de la communauté internationale, la Corée du Nord a procédé à plus de 20 essais d'armes depuis le début de



Décollage de la fusée permettant au satellite espion d'être placé en orbite © AP

l'année. Pour parvenir à la réussite de ce lancement, elle a reçu l'aide de la Russie. Lors du sommet entre les deux dirigeants en septembre, Vladimir Poutine avait indiqué qu'il était disposé à aider Pyongyang, à développer de nouveaux satellites. En échange, Kim Jong-un aurait accepté de fournir des armes aux troupes russes engagées en Ukraine. Depuis son lancement réussi, la Corée

du Nord assure avoir observé des sites militaires américains et sud-coréens. Elle a d'ailleurs menacé d'abattre les satellites espions des États-Unis, en réponse à toute attaque contre son propre satellite. Cette opération serait considérée comme "une déclaration de guerre", selon le gouvernement nord-coréen.

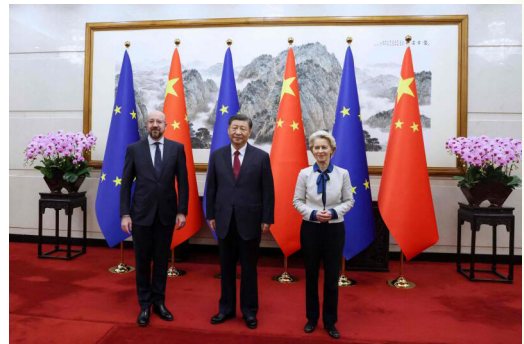
Sacha Rannou

Décembre

Sommet Chine-UE : des avancées toujours compliquées

Ce jeudi 7 décembre à Pékin a eu lieu le 24e sommet entre la Chine et l'Union européenne. Cette rencontre a permis aux deux puissances de mettre leurs différends sur la table et de discuter de la nécessité de rééquilibrer les relations commerciales. Le tout, sans vraiment d'avancées concrètes...

Il faut retenir de ce sommet la mise en garde de Xi Jinping envers ses homologues européens. Il a prévenu Ursula von der Leyen du risque de s'engager dans une confrontation avec la Chine. Ces pourparlers avec les dirigeants chinois ce jeudi étaient probablement les derniers pour les responsables européens, les élections au Parlement européen ayant lieu l'année prochaine.



À la suite de ce sommet, la Chine promet d'importer davantage, mais sa balance commerciale reste très largement excédentairebite © Le Monde

Joris Rollier

Florent de Chanterac : « Ce qui était impensable est aujourd'hui inarrêtable »

Florent de Chanterac, délégué général chez ESL Network, est revenu sur les différentes tensions entre les nations à l'arrivée de la COP 28.

Les négociations sont déjà difficiles entre les pays producteurs de pétrole et les pays acheteurs. La présidence du Sultan al-Jaber à la COP 28 a-t-elle exacerbé les tensions ?

En effet, sa nomination a forcément fait jaser. Mais les Émirats arabes unis ont été les premiers de la région à ratifier l'Accord de Paris. C'est intéressant de mettre les premiers acteurs du réchauffement climatique en face de leurs responsabilités et de trouver des solutions avec eux. On sait également que les technocrates avant eux n'avaient pas rencontré de succès, alors changeons de modèle.

Concernant l'Accord de Paris, son bilan est-il aussi décevant que les médias européens le décrivent ?

Lors de sa signature, David Cameron avait déclaré que nous avions passé une étape vitale pour garantir un avenir à nos enfants, tout comme le président Barack Obama. Ce qui était autrefois impensable est aujourd'hui inarrêtable. Certaines actions ont déjà été une réussite. A mes yeux, l'Accord de Paris est donc un succès qui a entraîné une dynamique positive et une véritable prise de conscience de tous.



© EFL Network

Sur la question du budget des pertes et dommages, les États-Unis demandent un financement participatif. Comment cette requête est-elle perçue par les pays du Sud qui ont besoin d'une aide effective face aux problèmes climatiques ?

Il y a de la déception et de la frustration. Sans contrainte de contribution, cela amplifie les tensions entre les pays occidentaux et ceux du Sud qui ont signé un texte décevant, par manque de temps. Mais tous les pays occidentaux ne sont pas alignés avec les États-Unis. L'Allemagne a par exemple adopté une position plus constructive. Le sultan al-Jaber a précisé qu'il ne voulait pas d'un compte bancaire vide, mais bien d'un fonds opérationnel qui puisse réellement faire la différence.

Rébecca Sannino et Joris Rollier

Les disparus de la géopolitique en 2023

Ces trois personnalités décédées cette année ont été des figures de leurs époques, et ont marqué les décennies, de manière plus ou moins positives. C'est pour leur rôle à l'international, et notamment dans la géopolitique, qu'elles sont présentées dans cette page.



Hélène Carrère d'Encausse
6 juillet 1929 - 5 août 2023

De son vrai nom Hélène Zourabichvili, l'historienne française était spécialisée dans la culture slave. Ses parents sont originaires de Russie. Après un parcours universitaire sans faute, la future membre de l'Académie Française (elle y aura un siège en 1990) sera très critiquée pour sa proximité avec Vladimir Poutine.

Européenne convaincue, elle milite pour la signature du Traité de Maastricht et candidate au siège de député européenne, à la demande du président Chirac en 1994. Durant son mandat, elle siège à la commission des Affaires étrangères, de la Sécurité et de la Politique de Défense. Elle n'y prendra jamais position contre la Russie, et acceptera même en 2017, de rentrer au comité d'éthique controversé de la chaîne russe Russia Today, malgré l'invasion de la Crimée en 2014. Quelques mois avant l'invasion de l'Ukraine, en février 2022, elle décrivait encore comme impossible une telle attaque. Celle qui avait été décorée de l'ordre de l'Honneur par le président Medvedev en 2009 ne changera que tardivement de position, et déclarera un an avant sa mort qu'elle n'a « pas de mot assez dur pour qualifier les actions de Vladimir Poutine ».



Elliot Erwitt

26 juillet 1928 - 29 novembre 2023

Célèbre photographe, le public le connaît surtout pour ses photos de chiens, ou d'observation décalées sur la société. Mais Elliot Erwitt était plus que cela. Né de parents juifs ayant fui la Russie pour les États-Unis, le Vieux continuait de l'attirer. Grâce à lui, les photographies d'un défilé militaire sur la Place Rouge sont publiées en Occident en 1957. Pour la première fois, les armes russes redoutées sont montrées aux yeux du monde. Afin de ne pas être arrêté, Elliot Erwitt, est rapatrié par avion, le lendemain.

Toujours présent là où se fait l'histoire, il capture en août 1959, l'altercation entre Nixon et Khrouchtchev, venu visiter une exposition moscovite en plein Guerre Froide, à New York. Un an plus tard, lors de sa campagne contre John F. Kennedy, l'équipe de Nixon fera valoir son expérience face au bloc ennemi grâce à ce cliché. Plus tard, il fera aussi des portraits du Che, avec son exceptionnel accord.

Elliot Erwitt était la preuve que la guerre des images commença bien avant internet, et qu'un photographe commercial pouvait aussi changer la vision d'un monde bipolarisé.



Martti Ahtisaari

23 juin 1937 - 16 octobre 2023

Avant tout diplomate, Martti Ahtisaari a aussi été à la tête de la Finlande de 1994 à 2000. C'est en devenant ambassadeur de la Finlande en Tanzanie de 1974 à 1977 qu'il commence à faire connaître son nom dans le milieu de la diplomatie internationale. Il fera ensuite l'essentiel de sa carrière au sein des Nations unies. Un de ses plus grands succès restera les pourparlers de 2005 entre le gouvernement indonésien et les séparatistes de la région de l'Aceh. Après une guerre d'une trentaine d'années qui fit environ 15 000 morts, il parvient, en à peine six mois, un accord de paix libérateur pour toute la région. Infatigable, il tente de régler d'autres conflits d'une importance similaire comme le dossier du Kosovo. Cela restera un de ses plus grands échecs, selon ses dires. De 2005 à 2007, il ne parvient pas à amener les partis serbe et kosovare à une entente sur le statut de la province séparatiste. Il recommande l'indépendance avant de démissionner. Atteint d'un cancer, il s'est éteint en octobre 2023. Ses collègues, ainsi que les chefs d'État qu'il a rencontré, s'accordent à le décrire comme un homme intransigeant dans les négociations, mais doté d'une véritable chaleur humaine.

Rébecca Sannino